



Pôle de Renaissance Communiste en France

www.prcf.fr

**Lettre ouverte du PRCF aux citoyens de France à propos
des élections municipales et des futures élections cantonales**

Vive la commune, à bas les euro-métropoles !

1 L'UMP et le PS veulent casser les communes au profit des euro-métropoles

**Les médias le cachent mais tout est déjà
décidé :** UMP et PS appliquent le plan de
marche décidé à Bruxelles .

**Il s'agit en fait de substituer au trépied
républicain "État-nation, départements,
commune", un trépied antidémocratique
réclamé à cor et à cris par le MEDEF :**

- L'Empire euro-atlantique gravitant autour
de l'Axe Washington-Berlin
- Les euro-régions "transfrontalières" (effa-
çant les frontières de la France)
- Les euro-métropoles : une quarantaine
d'énormes agglomérations effaçant les
petites et moyennes communes, et of-
frant les marchés publics au grand capital
transnational

Déjà, l'État-nation français rampe devant
Bruxelles, qui contrôle notre budget. Déjà les
départements s'effacent et les cantons sont
charcutés dans le but d'éliminer les conseillers
généralistes communistes.

Quant aux communes, elles ne subsisteraient
qu'à titre folklorique avec des attributions
de second plan : stationnement, état-civil et
fêtes.

Le POUVOIR RÉEL SE DÉPLACERAIT VERS LE
HAUT, vers Berlin, vrai maître de l'UE, vers
les "présidents de région" PS ou UMP, vers
les métropoles géantes : les citoyens seront
encore plus éloignés des décisions, dictées en

anglais par les sociétés transnationales. Avec
évidemment de nouveaux impôts à la clé !

IL FAUT DIRE NON À CETTE MONSTRUOSITÉ !

2 Le Parti Maastrichtien Unique (PS, UMP, Verts, MODEM) veut liquider la République française "une et indivisible"

Ils vous le cachent, mais **deux nouveaux
mauvais coups sont dans les tuyaux
contre la République française "une et
indivisible" :**

- **L'Acte III de la décentralisation** sortira
APRÈS les municipales : or c'est lui
qui redéfinira les compétences et le
financement des communes.
Alors, interpellons les candidats aux
municipales : défendent-ils l'État-nation,
les départements et les 36 000 communes
françaises ?
- Sous la pression de l'Allemagne fédérale,
Hollande, les "verts", leurs complices de
l'UMP et avec l'accord, hélas, de certains
députés "front de gauche", s'apprentent à
voter la "Charte européenne des langues
minoritaires et régionales.

Républicains attachés à la langue française,
nous refusons que la langue française, ce
premier service public de la République, soit

prise en tenailles entre l'anglo-américain
voulu par le MEDEF et par les groupes
séparatistes qui veulent diviser notre pays
en se servant des langues régionales (celles-
ci doivent être enseignées aux élèves
volontaires dans les lycées publics, comme un
patrimoine de toute la nation).

Car si la France est "euro-régionalisée", **finis
les statuts nationaux, les conventions
collectives, le bac national, le SMIC, la
Sécu, toutes les conquêtes du CNR :**
concurrence sauvage entre les régions au
seul profit des gros patrons !

**NE LAISSONS PAS LES faux "BONNETS
ROUGES" nous cacher les GROS BONNETS
DU MEDEF et de la droite régionaliste !**

3 S'unir sur un programme de lutte franchement communiste et républicain

**Les municipales seront l'occasion pour
tous les vrais républicains, qu'ils soient ou
non représentés sur une liste, de défendre
de vraies revendications progressistes**

- Défense du **produire en France**, indus-
trie, agriculture, pêche. HALTE aux
délocalisations, réindustrialisation équi-
librée du territoire national sur la base



8 rue du Clos Lapaume - 92 220 Bagneux
prcf@orange.fr - Tél/fax 09 71 55 75 12 - www.initiative-communiste.fr

Initiative communiste, le mensuel du PRCF
BP 30111 - Rue Denis Papin - 62 802 Liévin CEDEX

UN PEU D'HISTOIRE POUR SAISIR LES ENJEUX POLITIQUES ET POUR MIEUX SE DÉFENDRE !

Dès le Moyen Âge, les **luttres populaires pour la démocratie communale ont structuré la construction de la nation française, et plus encore, celle de la République.**

Face aux seigneurs féodaux, les habitants des villes se "juraient commune" pour défendre leurs intérêts. C'est aux cris de "*commune ! commune !*" que Philippe-Auguste allié aux milices communales a fondé un royaume de France uni en battant à Bouvines, en 1214, le roi d'Angleterre, l'Empereur germanique et les féodaux "français" qui voulaient se partager le pays. En 1358, les bourgeois parisiens – alors progressistes – d'Étienne Marcel se sont alliés aux jacqueries paysannes pour exiger le contrôle populaire des finances royales. En 1793, la Commune insurrectionnelle de Paris fut le cœur populaire de la Révolution française, le centre des luttes "sans culotte", le dernier bastion de la gauche robespierriste.

En 1871, la Commune de Paris a levé le drapeau de la révolution ouvrière avant d'être écrasée par les Prussiens et par Thiers, leur collabo versaillais.

Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir actuel, qui dissout la France dans l'Europe fédérale des régions dominée par Berlin, s'en prenne à cet acquis précieux : la démocratie communale !

d'un grand secteur public industriel et bancaire

- Défense et reconstitution des **services publics d'État** (SNCF, EDF, Éducation nationale, Hôpital, Équipement, Poste, etc.) et de la **fonction publique territoriale**
- Élargissement de la **démocratie communale**, préférence pour l'**intercommunalité choisie**, refus total des métropoles et de la supra-communalité imposée (communautés d'agglo, etc.)
- Annulation de la "dette publique" **so-disant** due aux banquiers et aux gros actionnaires, nationalisation du crédit !
- **Priorité aux besoins (habitat, cadre de vie, etc.) de la classe ouvrière et des couches moyennes**, au commerce de proximité, à l'enfance, aux aînés, à la jeunesse, aux petites et moyennes entreprises locales, refus total du "Grand marché européen et atlantique" qui ne sert que Véolia, Vinci, Carrefour, etc.

Dans cette perspective, **exigeons la sortie par la gauche de l'Union européenne, du maudit euro** qui détruit nos emplois et notre pouvoir d'achat.

4 **Aucun soutien aux maires sortants de l'UMP et du PS, aucun ralliement à l'extrême droite raciste et xénophobe !**

Que ce soit à Paris, à Marseille, à Lyon, à Lille, etc., il n'y a pas de différence de fond entre la gestion **UMP et la gestion PS des communes** : tous sont pour les "métropoles", pour la "construction européenne", pour le "tout-anglais", pour la régionalisation de la France, pour l'éviction de l'industrie (donc de la classe ouvrière), tous ne jurent que par les "partenariats public-privé".

Quant au front "national", il ne sert qu'à diviser les travailleurs en fonction de leur origine ou de leur religion alors que le vrai ennemi de la République et de ses communes est le MEDEF. Son chef, Pierre Gattaz, exige la "*suppression des départements*

et des communes", le même individu déclare que les syndicats sont devenus "nuisibles". Partout où il existera des listes franchement communistes, républicaines, euro-critiques, totalement indépendantes du PS, refusant clairement les métropoles, refusant aussi de courir à la soupe du PS au second tour, les militants **DÉSINTÉRÉSÉS** du PRCF discuteront avec ces listes. 

Dans tous les cas, nous défendrons les revendications exposées ici ; car ce qui compte pour le PRCF, c'est la lutte des classes et non la lutte des places, la République sociale et non la mensongère "Europe sociale", cette feuille de vigne du grand capital !

CONTACTS

Local :

National :

www.prcf.fr • prcf@orange.fr
Tél./Fax 09 71 55 75 12
8 rue du Clos-Lapaume • 92200 Bagneux

Ensemble, menons la lutte. Rejoignez le PRCF !

- Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France
- Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom Prénom

Adresse

CP Ville

Courriel Tél.

À renvoyer à Jany Sanfelieu • 6 rue Bailly • 89700 Dannemoine • Tél. 03 86 55 52 35